



Colloque international CANAL2013 -  
**Circulations et appropriations des normes et des  
modèles de l'action locale**

20-23 mars 2013 - Agropolis, Montpellier, France

TRANSFERTS, CIRCULATION DE NORMES ET PRODUCTION REGIONALE  
DE POLITIQUES PUBLIQUES EN AMERIQUE LATINE  
LE CAS DES POLITIQUES TERRITORIALES RURALES

**MASSARDIER Gilles**  
CIRAD  
Montpellier  
[gilles.massardier@cirad.fr](mailto:gilles.massardier@cirad.fr)

**SABOURIN Eric**  
CIRAD  
Brasilia  
[eric.sabourin@cirad.fr](mailto:eric.sabourin@cirad.fr)

**Résumé :** Cet article souhaite interroger la notion de globalisation, à travers la spécificité des modalités d'internationalisation des politiques de Développement Territorial Rural (DTR) en Amérique latine, en termes de policy transfers, de régionalisation, notamment « par le bas », et de circulation transnationale des modèles de politiques publiques. En termes théoriques, il s'agit de croiser l'approche des world politics et la sociologie de l'action publique. Il pose donc trois hypothèses principales : 1. La première est celle de l'existence de modèles macro-régional latino-américain de ces politiques publiques. 2. La seconde est celle de l'enchevêtrement de trois processus d'internationalisation de ces politiques: i) la circulation inter/transnationale de normes, en particulier via les organisations et arènes internationales ; ii) le transfert de politiques ; iii) un processus de régionalisation « par le bas ». 3. La troisième hypothèse est celle d'une régionalisation atypique de ce continent qui, avec et à côté des régionalisations intergouvernementales classiques, connaît un processus de diffusion de politiques publiques sectorielles internationalisées. L'objectif général de la communication est par conséquent de comprendre les modes d'enchevêtrement entre ces processus d'internationalisation, et les modes d'adaptation nationale, régionale et territoriale des politiques de DTR en Amérique Latine.

**Mots clés :** circulation des politiques publiques, Développement territorial, régionalisation, Amérique Latine

# TRANSFERTS, CIRCULATION DE NORMES ET PRODUCTION REGIONALE DES POLITIQUES PUBLIQUES EN AMERIQUE LATINE LE CAS DES POLITIQUES TERRITORIALES RURALES

## 1. INTRODUCTION

Cette communication porte sur les orientations d'un projet de recherche en cours de montage. Elle se présente donc sous la forme d'un guide d'ordre théorique et méthodologique, sur la base d'une recension de littérature et de l'assemblage de premiers éléments empiriques.

Elle propose de discuter la notion de 'gouvernance globale' en croisant : i) les relations internationales ii) l'analyse des politiques et de l'action publique (*policy process*) iii) l'internationalisation des politiques publiques (PP) qui est un fait marquant de la transformation du *policy process*. On entendra ici par internationalisation le processus relativement récent qui étire la chaîne de fabrication des PP, autrefois quasi exclusivement nationale, au-delà des frontières nationales.

L'idée est ici de montrer les limites d'une approche en termes de « globalisation », notamment d'une posture « hyperglobalist » (McGrew, 2011, p. 16), entendu comme « the intensification of worldwide social relations which link distant localities in such a way that local happenings are shaped by events occurring many miles away and vice versa » (Giddens, 1990, p. 21) et d'une « de-territorialisation » (Scholte, 2000, p. 46). Des définitions qui gommant malencontreusement les acteurs ainsi que les processus politiques des échelles sub-globales. S'il est clair que la distinction entre « domestique » et « international » demande à être revisitée, il n'empêche que les dynamiques étatiques et territoriales revêtent une importance considérable dans le *policy process*. Plus encore, cette communication veut porter l'attention sur le fait que, sur un continent comme l'Amérique Latine, une dimension régionale prend forme entre territoire, état et international.

Empiriquement, le projet de recherche, dont cette communication veut construire le cadre théorique, porte sur l'internationalisation des programmes de Développement Territorial Rural (DTR). Cet objet est un lieu d'observation idéal de cet étirement du *policy process* de l'international aux territoires et *vice versa*<sup>1</sup>.

Pour ce faire, la communication se positionne au croisement de six approches et littératures explicatives de la 'nouvelle régulation' internationale des PP :

- 1) L'approche en terme de *world politics* et de transnationalisation des PP (Rosenau, 1995, 1997 ; Risse-Kappen, 1995), pour laquelle la globalisation, des économies nationales notamment, n'est qu'un des facteurs de cette nouvelle régulation.
- 2) L'approche en termes de *policy transfers* (Dolowitz & Marsh, 2000 ; Evans, 2004) et de production inter/transnational et circulatoire des paradigmes et instruments de PP nationaux qui réhabilite le rôle des Etats et des élites nationales dans le concert de la *world politics* au-delà de leur seule capacité d'importer les instruments de la globalisation de l'économie (les fameux ajustements structurels) dans leur pays.
- 3) L'approche en termes de régionalisation, notamment celle qui consiste à observer « par le bas » la production de dynamiques régionales (Pasquier 2004; Kholer-Koch, 1995).

---

<sup>1</sup> La diffusion continentale de la politique de DTR sera analysée à partir de références dans divers pays d'Amérique Latine et de leur expression nationale dans trois pays : Brésil, Costa Rica et Nicaragua. La régionalisation atypique latino-américaine sera examinée à travers trois dispositifs spécifiques : la plateforme stratégique ECADERT en Amérique Centrale, le programme PROCISUR et le fond régional FOCEM du Mercosur pour le cône Sud.

- 4) L'approche en terme territorialisation des PP (et non pas la « localisation » au sens de Rosenau (1997 : 81), c'est-à-dire la restriction des vues et pratiques des acteurs au seul territoire local.
- 5) L'inter-gouvernementalisme libéral (Moravcsik, 1995) qui réinjecte les acteurs nationaux dans les stratégies dessinées par les acteurs étatiques, eux-mêmes toujours bien présents sur la scène internationale.
- 6) La gouvernance multi-niveaux (Bache, Flinders, 2004 ; Hoogue, Marks, 2001).

L'objectif de cette communication est donc de proposer un modèle d'analyse des modalités d'enchevêtrement entre les processus d'internationalisation, d'adaptation nationale, de régionalisation et de territorialisation des politiques de développement rural en Amérique latine.

Cinq hypothèses de travail sont ici posées :

- 1/ La politique de DTR laisse voir des modèles de PP et d'action publique spécifiquement latino-américains.
- 2/ Ces modèles de PP latino-américains sont construits par des coalitions et des passeurs multi-niveaux.
- 3/ En croisant la littérature portant sur la *world politics* avec l'analyse des politiques et de l'action publique il est possible de prendre au sérieux l'hypothèse de l'enchevêtrement des différentes logiques internationales : régionalisations, transferts de PP, circulations de paradigmes, interactions multi-niveaux.
- 4/ on constate l'apparition d'un processus de régionalisation baroque fait d'assemblages, d'innovations, et surtout de diffusions de modèles latino-américains sectoriels de PP. Une des hypothèses fortes soutenue ici est l'existence d'une régionalisation spécifique à l'Amérique Latine, qui se distingue de l'intégration intergouvernementale régionale classique, et se fonde sur des *policy making* sectoriels diffus au niveau continental (circulation multi-niveaux d'idées, d'expériences, d'acteurs), le tout étant intégré dans le contexte décrit précédemment.
- 5/ toutefois, ces modèles sont déclinés selon une variété d'appropriations non convergentes: la régionalisation s'active « par le bas ». En écho à ces transferts, il convient d'examiner les façons dont les destinataires s'approprient ou adaptent les modèles en fonctions des conditions et contraintes nationales et comment certaines références à prétention universelle s'articulent ou non avec les spécificités locales.

Vue ainsi, l'Amérique latine mérite bien un regard spécifique qui permettrait « une perspective de renouvellement des approches théoriques » pour analyser « la dimension régionale des nouvelles régulations internationales » entre internationalisation, régionalisation et intégration des politiques venues d'ailleurs sur les territoires ruraux.

Dans un premier temps, cette communication présente rapidement les caractéristiques des politiques de DTR latino-américaine et la temporalité de leur émergence (2). Dans un second temps, elle fera part des insatisfactions devant l'approche en termes de « globalisation » pour le *policy process* et de la nécessité de réinjecter la variable politique dans l'analyse, notamment en faisant se rencontrer la *world politics* et l'analyse des politiques publiques (3). Enfin, dans un troisième temps, la question d'une spécificité latino-américaine sera posée : ne peut-on y voir un processus de régionalisation très particulier s'y développer, à savoir une régionalisation par le bas à partir de politiques sectorielles elles-mêmes issues d'une circulation internationale de paradigmes et d'instruments de politiques publiques (4).

## CONTEXTES POLITIQUE, ECONOMIQUE ET SOCIAL ET LEUR IMPLICATIONS SUR L'APPROCHE

Cette recherche se situe dans un contexte d'enjeux forts autour de l'avenir du monde rural, illustré ici dans le cas de l'Amérique Latine, qui alimentent autant la littérature scientifique que les débats experts internationaux : i) l'enjeu de l'avenir de la production agricole dans un contexte d'incertitudes concernant la sécurité alimentaire mondiale, les changements globaux, climatiques et économiques ; ii) l'enjeu de la concurrence entre modèles de développement des zones rurales : compétitivité de la production destinée aux marchés agricoles mondiaux vs développement rural durable des territoires et lutte contre la pauvreté des petits agriculteurs ; iii) l'enjeu de la déssectorisation de politiques sensées s'intégrer pour une gestion globale des territoires ruraux (environnement + développement agricole + sortie de pauvreté).

Pour contribuer à la compréhension de ces phénomènes, ce projet de recherche traite de la question de la construction et de la circulation internationale de modèles de politiques de développement proposant des modalités de gouvernance intégrée et territorialisée de ces enjeux et tout particulièrement de la production ou de l'adaptation régionale de modèles de politiques publiques.

Le contexte économique est marqué par les impacts sociaux et économiques de la libéralisation des politiques agricoles dont les effets pervers se font particulièrement sentir pour les agricultures paysannes et familiales qui doivent s'adapter aux exigences de filières et marchés de plus en plus concurrentiels, compétitifs et normalisés (Losch et al, 2011 ; Berdegue & Fuentealba, 2011). Les régions à forte concentration d'agriculture familiale ou paysanne sont ainsi parmi les plus vulnérables et se trouvent souvent marginalisées.

Les enjeux sociaux sont, quant à eux, ceux de la lutte contre la pauvreté et les inégalités via l'appui aux agricultures familiales, le renforcement des capacités des acteurs et organisations de l'agriculture familiale et de la gestion forestière, en particulier par l'appui à la participation des populations locales aux décisions et à la gestion des actions publiques.

Les enjeux environnementaux enfin, sont concentrés en Amérique Latine sur l'adaptation et validation des instruments de promotion des services environnementaux et en particulier leur application à la mise en oeuvre de pratiques agricoles plus respectueuses de l'environnement et de la biodiversité.

Pour tenter de tempérer ou d'inverser ces tendances, plusieurs pays latino-américains font le choix de politiques de développement rural territorial. L'objectif affiché est à la fois le rééquilibrage des zones rurales marginalisées et la valorisation des attributs spécifiques des territoires ruraux par la concentration d'investissements productifs stratégiques et le renforcement des capacités d'action et de décision des acteurs par des dispositifs de participation de la société civile organisée (Velut, 2007 ; 2008 ; Sabourin & Teixeira, 2002) .

Le contexte politique de ces réformes du développement rural et de l'environnement est très spécifique à l'Amérique Latine et c'est un des objectifs de ce projet de mieux en décrypter les divers processus : i) il s'agit de politiques aux ambitions et dimensions souvent disparates mais qui sont formellement intégrées entre elles sur des territoires, ii) ces politiques ont des origines essentiellement internationales, plurielles et sont prises dans une dynamique imbriquée (transferts de modèles...). Ces transferts sont le fait des Etats (ici essentiellement le Brésil) et des institutions internationales et interaméricaines, en particulier l'IICA et la FAO, plus récemment la CEPAL, qui ont également contribué à l'adaptation des instruments de développement territorial mis en place en Europe via les fonds structurels européens, iii) Mais la gouvernance globale ne s'arrête pas à la seule logique de la globalisation ou mondialisation. Ce projet aborde également la globalisation au sens des tentatives récentes de gérer les « problèmes » par une approche globale ou intégrée (et non plus sectorielle). L'approche territoriale du développement rural, alors qualifiée de durable et de participative, se trouve ainsi souvent destinée à proposer une intégration de ces différents instruments sectoriels que sont la décentralisation, la déconcentration de l'état, l'aménagement du territoire, la préservation de l'environnement et la lutte contre la pauvreté, voire l'éducation et la santé en milieu rural (Sabourin, 2007).

Pour les Etats les plus modestes, ceux qui de par leur taille réduite n'ont pas eu à entreprendre une décentralisation (Amérique centrale) ou ceux qui l'ont initié dans une perspective de régionalisation sub-nationale différente de l'approche territoriale (pays andins), cette nouvelle adaptation est complexe. Des instruments et plateformes régionales sont alors mis en place pour appuyer l'institutionnalisation de ces nouvelles dynamiques, généralement en remobilisant des ressources de la coopération internationales ou bilatérales, voire de nouveaux cycles de transferts de politiques. C'est le cas de la plateforme ECADERT en Amérique centrale, du programme PROCISUR au niveau des pays du cône sud.

Enfin, la globalisation se manifeste dans le sens d'une imbrication grandissante entre les niveaux de gestion de ces problèmes : inter/transnational/régional ; national ; territorial.

Le défi est donc de comprendre par quels processus les gouvernements des Etats d'Amérique Latine ont essayé, de manière quasi concomitante, dans les années 1990/2000, de satisfaire à la fois à ces injonctions internationales et à des revendications fortes des mouvements sociaux ruraux et environnementaux, en inventant des formes hybrides de politiques environnementales et de développement territorial.

## 2. CARACTERISTIQUES ET TEMPORALITES DES POLITIQUES DE DTR EN AMERIQUE LATINE ET PARALLELISME DES AGENDAS NATIONAUX

Entre la fin des années 1990 et 2011, l'Amérique Latine voit se diffuser un référentiel et des instruments de développement territorial, notamment rural (Cf. tableau 1).

Les ingrédients de ce parallélisme des agendas nationaux à partir d'un 'modèle' sont les suivants :

a/ Référentiel : développement endogène et durable des territoires, participation des acteurs des territoires.

b/ Instruments : planification nationale et régionale, zonage de territoire, commissions participative territoriale et de gestion intégrée (développement rural, lutte contre la pauvreté, santé publique, éducation..), crédits attribués par projets.

Ce 'modèle' est une hybridation de plusieurs influences : transitions démocratiques qui ont ouvert des fenêtres d'opportunité aux mouvements sociaux locaux, notamment indigènes ; conditionnalités liées aux financements de projets des OI (notamment la BM et sa volonté de décentralisation) ; organisations continentales qui, via leurs intérêt pour la petite agriculture, se sont penché sur le développement rural ; et le 'modèle' européen des fonds structurels et notamment du programme LEADER. La diffusion d'un modèle en Amérique Latine ne fait aucun doute. Cependant, si certains pays ont fait l'objet de recherches très détaillées sur l'implémentation de ces référentiels et instruments, notamment le Brésil (Sabourin, E, Teixeira, 2002 ; Sabourin, 2007), il n'y a pas eu de tentative de comprendre l'ensemble du processus : circulation du modèle, et conséquence de son implantation sur le continent. Cette communication en propose un cadre d'analyse.

Tableau 1. Les politiques de développement territorial en Amérique latine

Pays	Politique	Loi	date
Argentine	Programa Federal de Apoyo al Desarrollo Rural Sustentable ProFeder		2003
	Programa Nacional de Apoyo al Desarrollo de los Territorios PNADT		2006
Brésil	PRONAT-PDSTR		2003
	PTC territoires de Citoyenneté		2008
Chili	INDEPA		2000
	Política Regional y territorial SECODIR (Ministère intérieur)		2006
	Programa de Desarrollo Territorial Indígena (PDTI).		2008
Colombie		Ley 388/97 ordenam terr rural	1997
	Création INCODER (en el Ministerio de agricultura) Plan Nacional de Desarrollo 2010-2014 Prosperidad para Todos	Ley 1152	2007 2009
Costa Rica		Ley FomentoProducción Agropecuaria FODEA y Orgánica del MAG	1995
	INDER GAT		2006 2010
El Salvador	Red Solidaria		2002
Mexique	PRONASOL		
	Consejo Mexicano para el Desarrollo Rural Sustentable	Ley de Desarrollo Rural Sustentable	1990 2001  2008
Uruguay		Ley 18.308 odrenamiento territorial y desarrollo sostenible	2010
	Programa de Mesas de Fomento Rural (Ministerio ganaderia y Agricultura)		2011

### 3. LIRE LA CIRCULATION DES NORMES : L'EXEMPLE DU DTR

Une première section aborde les limites de l'approche en termes de globalisation en Amérique Latine (3.1). Une seconde section montre qu'effectivement, au-delà des effets de la globalisation des échanges, les phénomènes politiques et sociaux complexifient le processus d'internationalisation des PP (3.2).

### 3.1. LES LIMITES DE LA « GLOBALISATION » : ALLER AU-DELA DU POSTULAT DE LA DOMINATION DE L'ECONOMIQUE SUR LE POLITIQUE

Il s'agit ici d'exposer les motifs du choix de relativiser la « globalisation » dont l'approche reste trop uniquement portée sur la globalisation des économies nationales (Robinson, 2008 ; Gwynne & Kay, 1999 ; Harr & Jerry, 2008 ; Gilpin, 2001).

Au-delà de cette pensée relativement monolithique sur les évolutions du monde (« hyperglobalist »), un second élément demande d'autant plus de la relativiser : son économicisme. A partir de l'observation que l'augmentation des échanges internationaux<sup>2</sup> dans l'agriculture, les services et l'industrie autorise la réorganisation des économies nationales et locales ainsi que la spécialisation dans des filières exportatrices (spécifiquement pour l'AL : Robinson, 2008, chap. 2 & 3), tout se passe comme si cette littérature étendait « naturellement » ses conclusions à l'ensemble des secteurs et institutions, notamment politiques. La conséquence finale est celle d'un « monde homogénéisé de firmes globales » (Gwynne, 1999 : 8). Cette littérature prend donc plus ou moins explicitement pour acquis :

- que l'économie conditionne le politique et le social ; l'internationalisation du capitalisme régit politiquement le monde et l'uniformise (Robinson, 2008 : 17).
- que le « fit between ideas and institutions » (M. Weber) met les organisations internationales en accord avec l'approche néolibérale du monde : ces dernières intègrent automatiquement les préceptes des échanges économiques et financiers (Robinson, 2008 : 17).

En conséquence, la littérature sur la globalisation insiste sur :

1) l'impact, les « pressions » ou la « pénétration » du global dans le national (Davila Aldas, 2011:39-50). Cet *ordre mondial libéral* impliquerait une « restructuration intégrale et une intégration globale de chaque économie nationale » (Robinson, 2008 :18). Il en est de même pour les échelons sub-étatiques qui sont « de plus en plus intégrés dans le marché global » (Gwynne & Kay, 1999 :19). Les littératures d'obédience marxiste et libérale semblent d'ailleurs se rejoindre sur ces deux postulats : le processus unilatéral de pénétration ; la domination de l'économie sur le politique.

2) Dans cette perspective, les *Transnational States* (TNS) sont considérés comme de simples adaptateurs domestiques aux nouvelles conditions économiques : ils adoptent des politiques fiscales et monétaires conformes ; apportent les infrastructures basiques pour le commerce international ; apportent la stabilité et l'ordre social (Robinson, 2008 : 33-36 ; voir aussi *The State in a Changing World*, rapport sur le développement mondial de la BM en 1997 et son slogan « globalization begins at home »). Il en serait pour preuves les politiques de dérégulation et celles de recomposition des relations capital/travail.

3) Il en est de même des intégrations régionales qui seraient un simple instrument de d'accompagnement de la globalisation économique, qui « la rendrait plus supportable au niveau national » (Sachwald, 1997 :260) ou encore « devant faciliter l'intégration dans le processus de mondialisation » comme cela serait le cas pour les espaces régionaux de l'Amérique Latine construits comme des « passerelles vers la mondialisation » de l'économie (Nicolas, 1997 : 300 ; Robinson, 2008 : 195 et s.).

4) Enfin, selon ce paradigme, les élites nationales ne semblent être que de simples relais de la 'globalisation'. Robinson (2008) voit dans la 'polyarchie' latino-américaine un instrument de promotion de ce qu'il appelle l'oxymore de la *market democracy* et du processus de régionalisation. L'expression de « TNS agents » (Robinson, 2008 :196) est révélatrice de cette représentation du rôle des élites administrative dans la globalisation. Cette « polyarchie » s'est forgée comme une élite transnationale capitaliste (Robinson, 2008 : 18 -29) selon une logique de « cross-border strategic alliances » (Robinson, 2008 :30), ou encore

---

<sup>2</sup> Les définitions suivantes en sont l'illustration : « *operations within an integral whole* » since « *truly global services knows no internal boundaries, can be offered throughout the globe, and pays scant attention to national aspects* » (O'Brien, 1992 : 5); « Intégration de plus en plus étroite des marchés nationaux à l'échelle mondiale » (Sachwald, 2002).



comme une 'communauté d'affaire transnationale' organisée en réseaux transnationaux (Kentor, 2005 :30 ). La conclusion générale de cette littérature est finalement que cette « nouvelle élite a construit et imposé un paradigme de marché libre et démocratie » (Robinson, 2006 : 97 ; Gwynne & Kay, 1999 :18).

### 3.2. UN POLICY MAKING INTERNATIONALISÉ ET INCRÉMENTAL : FAIRE SE RENCONTRER LA WORLD POLITICS ET L'ANALYSE DES POLITIQUES ET DE L'ACTION PUBLIQUE

Or, l'observation des PP de DTR en Amérique latine appelle à relativiser la « gouvernance globale » en réinjectant les enjeux politiques, notamment nationaux et sub-nationaux, dans l'analyse.

Si nous reprenons à notre compte les constats de la littérature sur la *world politics* des années 1990, plutôt que de 'gouvernance' et de 'globalisation', nous parlerons ici d'une construction incrémentale fragmentée et trans/internationalisée et régionalisée des PP.

En décrivant le *policy process* de DTR, qui n'émane pas directement de la logique de globalisation de la production et de la finance, l'analyse plonge justement dans des logiques politiques autres que la seule « pression » économique : transferts, internationalisation et diffusion régionale de modèles, mais aussi un phénomène de régionalisation « par le bas » et des relations bilatérales, bref un enchevêtrement de processus proprement politiques.

Au-delà du paramètre de la pression des flux économiques sur les Etats et les acteurs économiques, l'approche en termes de *world politics* a affiné et élargi les outils d'analyse du passage d'un 'state-centred state' à un 'multi-centric world' (Rosenau, 1997 :66). Elle croise beaucoup plus de paramètres, notamment ceux qui recouvrent une importance capitale pour les deux politiques observées: 'prolifération d'acteurs', 'émergence de solutions interdépendantes', 'faiblesse de l'Etat', 'diffusion de la pauvreté dans le monde en développement' (Rosenau, 1977 : 66). Cette littérature insiste également sur la fragmentation des arènes internationales et la complexité de l'architecture de leur articulation (Biermann et al., 2009). Dans la lignée de Risse-Kappen (1995 :6), nous partons du postulat de l'enchevêtrement de ces processus : nationaux, intergouvernementaux, inter et transnationaux, régionaux, continentaux et territoriaux. Comme le souligne également Rosenau, les logiques 'globale' et 'locale' (même si nous ne reprendrons pas ces vocables à notre compte) vont de pair. Kehoane (2002) évoquait de son côté une théorie de l'interdépendance complexe de « canaux multiples dans les relations » interétatiques, transnationaux. Pour se faire, pour reprendre Risse-Kappen, il s'agit de dépasser les regards binaires (national/international ; national-étatique/global...) en s'armant d'outils théoriques et empiriques permettant de lire les emboîtements de processus évoqués pour décrypter empiriquement les « degrés d'institutionnalisation internationale, i.e., la régulation sectorielle par des accords bilatéraux, régimes multilatéraux ou organisations internationales ». Moravcsik (1993 :5) propose d'intégrer les théories de la politique domestique et de la politique internationale dans ce qu'il appelle l'inter-gouvernementalisme libéral. De même, Risse-Kappen et al (1999) proposent de comprendre l'internationalisation à travers la "socialisation de normes internationales dans les pratiques domestiques".

Par ailleurs, l'analyse des *policy process* est un piédestal sans pareil pour observer les recompositions des politiques et de l'action publique, notamment leur internationalisation. Au-delà du constat d'un passage « des PP nationales aux PP transnationales » (Hassenteufel, 2008 :16), ont été établis les mêmes constats depuis une vingtaine d'année : « démographie galopante » des acteurs de l'action publique (Massardier, 2008) et fragmentation des pouvoirs -internationaux, territoriaux, privés, publiques, experts, politiques (Rosenau, 1997 :99 et s. ; Camau, Massardier, 2009). Ces éléments demandent une relecture du processus de fabrication des PP : « une construction collective de l'action publique » qui nécessite une « analyse contextualisée d'interactions d'acteurs multiples et

enchevêtrés à plusieurs niveaux, du local à l'international en passant par l'Union européenne, permettant de penser les transformations des états contemporains » (Hassenteufel, 2008 :23). La lecture par la construction « conjointe » (Duran, 1999) et enchevêtrée entre niveaux d'action, et donc forcément incrémentale (selon la notion aujourd'hui consacrée de Lindblom, 1959), s'en trouve renforcée. C'est précisément de la complexité des enchevêtrements de processus observés en Amérique Latine que dépendra l'énigme à résoudre par une recherche sur la circulation et l'implémentation des politiques de DTR sur le continent latino-américain.

#### 4. MODALITÉS ENCHEVÊTRÉES D'INTERNATIONALISATION ET RÉGIONALISATION PAR UNE POLITIQUE SECTORIELLE PAR LE BAS ET SANS INTÉGRATION

Les modalités d'internationalisation des politiques environnementales et de développement territorial rural en Amérique Latine sont de trois types (4.1) qui laisse pointer l'hypothèse d'une régionalisation atypique: elle serait sans intégration mais basée sur la diffusion d'une politique sectorielle par le bas (4.2).

##### 4.1. TRANSFERTS D'UN PAYS OU D'UNE ORGANISATION INTERNATIONALE VERS UN AUTRE PAYS

Il en est ainsi du développement territorial, qui représente un enjeu politique et de *policies* important en Amérique Latine depuis le milieu des années 1990. Le déclencheur a été la circulation du « modèle » européen des fonds structurels, cela de trois manières. Premièrement, dans le cadre intergouvernemental du Mercosur, la création du *Fondo para la Convergencia Estructural del Mercosur* (FOCEM) en 2005 dont l'inspirateur direct a été les fonds structurels européens. De même, le Mercosur créé en 2004 un *Foro Consultativo de Municipios, Estados Federativos, Provincias y departamentos del Mercosur* sur le modèle du Comité des Régions de l'UE. Il faut d'ailleurs noter que la création des territoires de développement rural au Brésil est concomitante avec ces deux initiatives du Mercosur (2004). La littérature experte et/ou savante brésilienne établit d'ailleurs ce lien en cherchant dans le modèle des Fonds Structurels européens un remède aux insatisfactions des politiques (non)existantes (Posada, 2008), rejoignant en cela la logique d'importation de modèle de PP décrite par Rose (1991). Ce parallélisme des agendas mérite donc investigation pour mieux établir les conditions du transfert UE-Mercosur et UE- Brésil. Comme le soulignent H. Théry (2009) et G. Coufignal (2010 :105), les relations entre l'Union européenne et l'Amérique latine en ces domaines (coopération décentralisée, coopération pour le développement) « sont importantes et peu lisibles ». De plus, dans le cas de politiques de développement territorial en Amérique Latine, l'intervention de l'Union Européenne pour transférer le modèle du programme Leader (Champetier ; 2003 ; De Janvry & Sadoulet, 2004, Misialkowska, 2006 ; Théry, 2009) a été relayée par les agences sectorielles (FAO, BIRD, FIDA) puis les agences continentales ou régionales interaméricaines sectorielles : CEPAL (2010 ; 2011), en particulier l'Institut Interaméricain de Coopération en Agriculture (IICA) qui assure un rôle de leader en la matière, et divers réseaux ou programmes : ECADERT, PROTERRITORIOS, PROCISUR, DTR/RIMISP, (Sepulveda et al 2003; Miranda & Tiburcio, 2010). Ces initiatives ont été relayées à l'échelle interaméricaine par la BID, l'IICA et la FAO.

Deuxièmement, le modèle européen des fonds structurels s'est transféré sous l'influence de politiques de coopérations nationales (notamment espagnole<sup>3</sup> et française<sup>4</sup>, relais du modèle

---

<sup>3</sup> Voir les différents rapports de l'AGENCIA ESPAÑOLA DE COOPERACIÓN INTERNACIONAL PARA EL DESARROLLO (AECID).

<sup>4</sup> Par exemple : Mission des chambres de commerce et d'industries en Amérique Latine ( Champetier, 2003) ou l'Atelier de San Jose sur les « politiques de développement territorial rural », organisé et financé par le CIRAD, acteur scientifique international passeur de paradigmes de politique publique, 21-25 novembre 2011 (CIRAD, Université Autonome, CINPE).



européen). Dans les cas de la Bolivie et du Pérou par exemple, les programmes financés par les pays de l'Union européenne (Danemark qui ouvre une ambassade en Bolivie spécialement dédiée à ces projets, programme Padep pour l'Allemagne et la GTZ) promeuvent, comme au Brésil, un modèle de politique intégrée de développement territorial ou se cumulent une injonction de gouvernance décentralisée des projets et PP, appui à la sécurité alimentaire, politique de participative, instruments de monitoring des projets ; les organisations Internationales participent de cette même trajectoire de projets, notamment la BM (Valderrama, 2004).

Enfin, un autre type de transfert, intracontinental celui-ci, a été à l'œuvre en Amérique Latine : un effet *feed back* de « modèles » proprement latino-américains, notamment de la part du Brésil dont l'expérience du Programme de Développement Rural Territorial Durable est regardée de près par les autres pays latino-américains. Dans le cas du Brésil et de l'Argentine l'innovation en matière de développement rural se traduit par la territorialisation d'une politique à la fois sectorielle (agriculture familiale) et à vocation intégratrice (développement durable et lutte contre la pauvreté) (CEPAL, 2001). Sous l'influence d'un Brésil innovateur, un grand nombre de pays latino américains ont tenté des expériences de territorialisation intégrée des PP, notamment en zones rurales touchées par la pauvreté et l'exode rural. Ce type de transfert semble correspondre à ce que la littérature sur les *policy transfers* a qualifié de « bandwagoning », c'est-à-dire un phénomène d'imitation par suivisme, des politiques des pays voisins (Waltz, 1979).

Trois conclusions peuvent être tirées de ces quelques éléments. D'une part, la grande diversité des processus à l'œuvre : divers types de transferts d'un modèle (entre Europe et Etats, entre Etats), trans-nationalisation, mais aussi inter-gouvernementalisme dans une logique d'intérêts étatiques bien compris (de la part de l'Espagne et de la France mais aussi de la part d'un pays comme le Brésil).

Cette production s'opère donc par production/diffusion sous l'influence d'arènes transnationales, réseaux de chercheurs et d'experts notamment, de « configurations transnationales » (Hassenteufel, 2008 :134 ; Dumoulin, 2010 ). Le cas du DTR se rapprocherait de celui des politiques environnementales. Divers auteurs confirment une diffusion par les régimes internationaux (Bretmeier et al, 2011). Il est admis qu'une des spécificités de ces politiques est leur technicité liée aux incertitudes scientifiques qui entourent les grands débats (développement durable, changement climatique, modernisation écologique, standards de pollution des eaux...) dont se sont emparés des experts qui ont construit ou se sont saisis d'arènes internationales dédiées à ces défis (Meyer et al, 1997). Ces espaces relativement autonomes, entre national et inter/transnational, assurent la circulation et la diffusion des idées, des causes (biodiversité, écosystème...), et des instruments de PP qui sont réadaptés et « mis en politique » ensuite nationalement, comme c'est le cas des Paiements pour Services Environnementaux. En la matière, l'appui des programmes par les OI (en particulier la BM) ont été décisifs (FAO, 2004 ; Karsenty, 2004).

#### 4.2. LA RÉGIONALISATION<sup>5</sup>.

Le Mercosur tente de supra-nationaliser quelques PP, infrastructures, énergie mais aussi depuis récemment, des politiques territoriales avec la mise en place du FOCER, transfert direct des grands frères européens que sont les « fonds structurels ». Embryon de politiques territoriales régionales auquel il faut ajouter l'initiative du programme PROCISUR (qui réunit les institutions de recherche agronomique des 6 pays du cône Sud) qui intègre marginalement des préoccupations de développement territorial. Concernant l'Amérique

---

<sup>5</sup> Le processus latino-américain est volontairement moins intégré puisque seulement axé sur la construction d'un marché entre certains pays d'Amérique du Sud. Son caractère supranational est marginal au profit d'une « intergouvernementalité » qui nuirait d'ailleurs à son efficacité et serait la cause de nombreux freins (Rouquié, 2011, Mazet, 2009 ; Posada, 2009 ; Dabène, 2009)

centrale, on trouve des tentatives de régionalisation à partir d'organisations régionales sectorielles dont l'environnement et le développement territorial (SICA, ECADERT). Il semblerait d'ailleurs que cela soit une stratégie délibérée de la part des Etats latino-américains si l'on en croit l'exemple de l'Initiative d'intégration de l'infrastructure Régionale d'Amérique du Sud (IIRSA) issue de l'Union des Nations Sud Américaines (UNASUR) créée en 2008, qui, elle aussi reste une organisation peu supra-nationalisée (Rouquié, 2011).

Nous retiendrons dans la littérature, qui porte sur l'UE, une forme d'eupéanisation que l'on peut aisément transposer au cas latino-américain : l'eupéanisation « par le bas » (Baisnée et Pasquier, 2007 ; Pasquier & Weisbein, 2004 ). Certains auteurs notent qu'en Amérique Latine également, les territoires ne sont pas seulement des éponges absorbant les impératifs de la mondialisation économique (Meyer, 2009) mais seraient plutôt des lieux de « réappropriation » (Meyer, 2009 :155). La régionalisation par le bas tient également aux aspirations de réforme des mouvements sociaux ruraux ou aux revendications pressantes des laissés pour compte de la croissance économique et agricole. Par ailleurs, certains travaux sur la régionalisation en Amérique Latine avaient déjà pointé du doigt le fait que la régionalisation ne pouvait se résumer à la seule dynamique internationale mais qu'il fallait également se pencher sur la capacité des élites économiques et universitaires notamment, à prendre en charge des problématiques dans des arènes qui dépassent les frontières des Etats et des institutions internationales (Dabène, 2009). Il faut ajouter à cela les stratégies internationales des collectivités territoriales qui, elles aussi « por abajo », mettent en place des stratégies internationales sub-nationales.

En nous appuyant sur des enquêtes antérieures (rapport PROPOCID 2010 notamment) nous constatons que les modèles de politiques transférés en Amérique Latine sont réinterprétés et réadaptés en fonctions d'enjeux nationaux ou régionaux spécifiques, mais sans cesser de faire référence au modèle de développement territorial européen des fonds structurels et des programmes LEADER ou LEADER+. Circulation internationale de modèles ne signifie donc pas pour autant convergence ou l'homogénéisation de ces politiques.

Apparaît ici l'une des hypothèses principale de cette communication sur la régionalisation latino-américaine : à l'observation des quinze dernières années, il est possible d'observer des mécanismes de régionalisation continentale des politiques sectorielles. Si organisations internationales il y a (l'IICA par exemple qui dépend de l'OEA), elles sont des appendices d'OI et se sont autonomisées de la volonté d'inter-gouvernementalisme des Etats (manque référence). Cela pourrait correspondre au phénomène de *spill over*, décrit pour la construction européenne : la régionalisation gagnerait d'autant plus en efficacité qu'elle parvient à gagner des compétences en contournant l'inter-gouvernementalisme. L'hypothèse de travail est donc la suivante : alors que les organisations internationales régionales latino-américaines peinent à régionaliser des PP par faiblesse de supranationalisation et excès de surveillance jalouse d'Etats privilégiant l'inter-gouvernementalisme (Girault, 2009 ; Dabène 2009), le modèle de politiques que nous étudions s'étendrait sur le continent en échappant, en partie, aux Etats.

Il s'agit ici de proposer l'hypothèse de l'existence d'un mode spécifique et innovant de régionalisation en Amérique Latine : celui qui consiste à produire une unité régionale par la diffusion et l'appropriation par le bas de politique par des voies de bras armés sectoriels (type IICA) d'OI classiques et/ou d'ONG et/ou de coopérations bilatérales et/ou de transferts de PP, le tout produisant des processus très sectoriels de régionalisations latino-américains via l'internationalisation de PP. On peut alors parler d'un processus de régionalisation sans intégration régionale, même si celle-ci n'est pas totalement absente de cette régionalisation.

## 5. CONCLUSION : ANALYSER LA COALITION SECTORIELLE DE REGIONALISATION DU DTR EN AMÉRIQUE LATINE

La méthodologie proposée pour analyser ce phénomène, en rapport avec la lecture de l'enchevêtrement des processus (cf. les paragraphes 3.2 et 4.1) et avec la jonction entre les approches *world politics* et analyse des politiques et de l'action publique, est celle de la reconstitution des configurations latino-américaines qui le portent.

On entend par coalition de politique publique un réseau plus ou moins ouvert/fermé (Marsh, Smith, 2000 ; « Network as groups and boundaries », Considine, Lewis, Alexander, 2009) et multi-niveaux (Bache, Flinders, 2004 ; Lazega, Jourdana, Mounier, 2007 ; Dumoulin 2010) d'acteurs (du plus international au plus territorial) qui orientent le *policy making* et la mise en œuvre d'une politique et en partagent une représentation commune (Sabatier, Jenkins-Smith, 1993, Boscarino, 2009). Ces coalitions sont constituées aussi bien d'élus, d'experts technocrates et consultants ou d'OI et ONG bailleuses de fonds, de représentants d'intérêts économiques agricoles ou industriels...), de militants (écologistes, pêcheurs, parfois de communautés de producteurs...)... Méthodologiquement, ces coalitions sont reconstituées grâce à une analyse quantitative (indices de centralité des acteurs, mesure des interactions entre eux, analyse des ressources politiques, expertes, militantes... pertinentes pour entrer et agir dans la coalition (Sanstrom, Carlsson, 2008 ; Considine, Lewis, Alexander, 2009) et à une analyse qualitative (analyse textuelle de discours, analyse des trajectoires des acteurs).

Il s'agit donc de repérer les acteurs qui, des territoires aux OI/ONG en passant par les bureaucraties nationales, font coalitions et autorisent la circulation et la réappropriation des référentiels et instruments de cette politique publique et le parallélisme des agendas nationaux en la matière.

## 6. BIBLIOGRAPHIE

- Bache I., Flinders M. (eds), *Multi-Level Governance*, Oxford University Press, 2004
- Bonnal, P. 2010 Production des politiques et compromis institutionnels autour du Développement Durable (programme ADD édition 2006) : compte-rendu de fin de projet Montpellier : CIRAD ,39 p. , Projet ANR-06-PADD-016
- Bonnal P. et al., 2010. La production des politiques et compromis institutionnels autour du développement durable. Rapport final du projet Propocid. Paris, ANR.
- Pasquier, R. 2007, *L'Europe telle qu'elle se fait. Européanisation et sociétés politiques nationales*, Paris, CNRS Editions.
- Baylis K., Peplow S., Rausser G., Leo Simon L., 2008, Agri-environmental policies in the EU and United States: A comparison, *Ecological Economics* 65 : 753 – 764
- Berdegue J ; Fuentealba, R. 2011. Latin America: The State of Smallholders in Agriculture, IFAD , Conference on New Directions for Smallholder Agriculture, Roma, 24-25/01/2011
- Biermann F., Philipp Pattberg P., H. van Hasselt, F. Zelli, 2009, The Fragmentation of Global Governance Architectures: A Framework for Analysis, *Global Environmental Politics* 9:14-40
- Boscarino J.E., "Surfing for Problems: Advocacy Group Strategy in U.S. Forestry Policy", *The Policy Studies Journal*, Vol. 37, No. 3, 2009, pp. 415-434
- Breitmeier H ; Vonderdal A ; Young O.R., 2011, The effectiveness of international Environmental Regimes : comparing and contrasting findings from quantitative research *International Studies Review*, v 13, n°4, 579-605

- Briceno-Ruiz J., 2011, From the South American Free Trade Area to the Union of South American Nations: The Transformation of a Rising Regional Process, *Latin American Policy*, v.1, n°2, p. 208-229
- Camau M. ; Massardier G. (dir.), 2009, *démocratie et autoritarisme. Hybridation et fragmentation des pouvoirs*, Paris, Karthala.
- CEPAL, 2010, *Panorama del desarrollo territorial en América Latina y el Caribe*, Santiago de Chile, CEPAL Colección Documentos de proyectos
- Considine M., Lewis J. M., Alexander D., *Networks, Innovation and Public Policy. Politicians, Bureaucrats and the Pathways to Change Inside Government*, Palgrave Macmillan, 2009
- Champetier, Y 2003 La Estrategia de Microregiones: une nouvelle stratégie de lutte contre la pauvreté dans les territoires les plus en difficulté du Mexique Washington D.C.: Inter-American Development Bank.
- Coufignal G., 2010, « *Les relations UE-AL : simple routine ou prolégomènes d'une politique étrangère européenne ?* », *Mondes Emergents*, « Amérique Latine. Une Amérique Latine toujours plus diverse », La Documentation Française, p. 99-112
- Christiansen T., "Restructuring European Space: From territorial Politics to Multi-Level Governance", UE Working Paper, Robeert Shuman Center 96/53, European University Institute
- Dabène O., 1997, *La region Amérique Latine*, Presses de Sciences Po
- Dabene O. 2009. *The Politics of Regional Integration in Latin America: Theoretical and Comparative Explorations* , New York, Palgrave Macmillan.
- Dávila Aldàs F., 2011, America Latina y la globalización, *Revista de Relaciones Internacionales*, n° 101-102, 208: 33-56
- De Janvry A. ; Sadoulet E. 2004, Toward a territorial approach to rural development: International experiences and implications for Mexico's Microregions Strategy, University of California at Berkeley
- Delpeuch T., 2009, Comment la mondialisation rapproche les politiques publiques, *L'Économie politique*, 2009/3 n° 43 : 77-99
- Dolowitz D., Marsh D., 2000, Learning from Abroad: The Role of Policy Transfer in Contemporary Policy-Making. *Governance-an International Journal of Policy Administration and Institutions* 13 : 5-24
- Dowbor L., 2011, Intellectual in a Network. A New Generation Faces the Challenges of Development, *Latin American Perspectives*, vol. 38, n°3 : 78-98
- Dri C.F., 2011, Limits of the Institutional Mimesis of the European Union: The Case of the Mercosur Parliament, *Latin American Policy*, vol.1, n°1 : 52-74
- Dumoulin D., 2010, Configurations sociales transnationales : quelles compétences pour les passeurs d'échelles ? Exemples des politiques de la conservation de la nature. La fabrique multi-niveaux des politiques. Les passeurs d'échelles, colloque international « Les approches " multi-niveaux " des politiques publiques, CIRAD. Montpellier. 6-10/09/2010
- Duran P., 1999, *Penser l'action publique*, LGDJ
- Evans M., 2009, Policy transfer in critical perspective, *Policy Studies* 30 : 243-68
- Evans M., Davies J, 1999, Understanding policy transfer: A multi-level, multi-disciplinary perspective, *Public Administration* 77:361-385.
- FAO. 2004. *Payment Schemes for Environmental Services in Watersheds. Land and Water Discussion Paper n°. 3*, Rome, FAO
- Gwynne R.N., Kay C., 1999, *Latin America Transformed. Globalization and Modernity*, Arnold, Oxford University Press
- Giddens A., 1990, *The Consequences of Modernity: Self and Society in the Late Modern Age*, Polity Press, Stanford University Press
- Gilpin R., 2001, *Global Political Economy*, Princeton University Press
- Girault, C. 2009. Intégration et coopération régionale en Amérique du Sud dans C. Girault (ed.), *L'intégration en Amérique du Sud*, Presses de la Sorbonne Nouvelle, p. 39-61

- Hassenteufel P., 2008, *Sociologie de l'Action Publique*, Paris, Armand Colin
- Hawkins D.G., Hall D.A., Nielson D.L., Tierney M.J. (eds), 2009, *Delegation and Agency in International Organizations*, Cambridge: Cambridge University Press
- HOOGHE Liesbet, MARKS Gary, 2001, *Multi-Level Governance and European Integration*, Bruxelles et New-York, Inc. Rowman and Littlefield Publishers.
- HOOGHE Liesbet, MARKS Gary, 2002, « The Types of Multi-Level Governance », *Cahiers européens de Sciences Po*, 3
- Kehoane R., 2002, *Power and Governance in a Partially Globalized World*, Routledge
- Kentor J., 2005, "The growth of transnational Corporate Network", 1962-1998, *Journal of World System Research*, vol. 11, n°2
- Kentor J., Jang Y. S., 2004, "Yes, there is a (Growing) Transnational Business Community", *International Sociology*, vol. 19, n°3
- Kohler-Koch B., Larat F., 2000, La dissémination du modèle communautaire de gouvernance comme processus d'adoption et d'adaptation, *Politiques européennes*, n° 2 : 87-106
- Kohler-Koch B., 1995, *The transformation of governance in Europe*, Routledge
- Lazega E., Jourda M., Mounier L., « L'analyse de réseaux multi-niveaux : Une étude de cas. », *Revue française de sociologie*, 2007
- Lindblom C.E., 1959, "The Science of 'Muddling Through'", *Public Administration Review*, Vol. 19, No. 2, pp. 79-88
- Lopez Diaz M., 2008, El analisis de redes sociales. Una herramienta explicativa para la comprension de las relaciones internacionales, *Revista de Relaciones Internacionales*, n° 101-102 : 73-98
- Losch B., Fréguin-Gresh S. and E. White, (2011), *Rural Transformation and Late Developing Countries in a Globalizing World. A Comparative Analysis of Rural Change. Final Report of the RuralStruc Program, Revised Version*. Washington, DC: World Bank
- Massardier G., 2008, *Politiques et action publiques*, Armand Colin
- Massardier G., 2011, Des transferts de politiques publiques en eaux troubles méditerranéennes. Les arrangements territorialisés de la gestion de l'eau, *Pôle Sud*, n° 35
- McGrew A., « Globalization and Global Politics », in Baylis J., Smith S., Owens P., *The Globalization of World Politics. An Introduction to International Relations*, Oxford University Press, Fifth Edition, 2011
- Meyer J. W., 1997, "The Structuring of a World Environmental Regime, 1870-1990", *International Organization*, Vol. 51, No. 4, pp. 623-651
- Miranda C ; Tiburcio (Coord) 2010. Políticas de Desenvolvimento Territorial Rural no Brasil Avanços e Desafios, Brasília, IICA Brasil, 26p
- Miranda, M., et coll. 2003. *The Social Impacts of Payments for Environmental Services in Costa Rica. A Quantitative Field Survey and Analysis of the Virilla Watershed*, Londres, Institut international pour l'environnement et le développement (IIED)
- Morales I., 2011, "Contentious Strategies for Stimulating Development in the Region: From National Models to Regional Paradigms", *Latin American Policy*, vol.2, n°1, p. 72-84
- Moravcsik A., 1997,, "Taking Preferences Seriously: A Liberal Theory of International Politics", *International Organisation*, Vol.51, n°4, automne 1997, pp. 513-553.
- Musiakowska, I. 2006. Transfer of the European Regional Policy to Latin America , European Consortium for Political Research (ECPR), Colchester, University of Essex
- Nicolas F., 1997, « Mondialisation et régionalisation dans les pays en développement. Les deux face de Janus », N° spécial de Politique Etrangère, N°2, p. 293-306
- O'Brien, 1992, *Global financial integration/ the end of geography*, Council on Foreign Relations, New York, 1992
- Pasquier R, Guigner S, Cole A. 2011, *Dictionnaire des politiques territoriales*, Paris, Presses de Sciences Po
- Pasquier R., 2002 L'eupéanisation par le bas : les régions et le développement territorial en France et en Espagne », in J. Fontaine, P. Hassenteufel, *To change or not to hange*



- ?Le changement de l'action publique à l'épreuve du terrain, Presses Universitaires de Rennes,
- Pasquier, 2004 *La capacité politique des régions. Une comparaison France/Espagne*, Préface d'Yves Mény, Rennes, Presses Universitaires de Rennes.
- Pasquier, R. ; Weisbein J. 2004, L'Europe au microscope du local. Manifeste pour une sociologie politique de l'intégration communautaire, *Politique européenne*, n°12, p. 5-21
- Perrot-Maître D., 2006. The Vittel payments for ecosystem services: a "perfect" PES case? London, UK, International Institute for Environment and Development. 24 p.
- Posada E. V., 2009, « les scénarios d'intégration sud-américains », dans Christian Girault (ed.), *L'intégration en Amérique du Sud*, Presses de la Sorbonne Nouvelle, 2009, p. 121-132
- Richard R, 1991. "What Is Lesson-Drawing?" *Journal of Public Policy* 11:3-30
- Risse-Kappen T., 1995, *Bringing transnational relations back in. Non-state actors, domestic structures and international institutions*, Cambridge University Press
- Robinson W.I., 2006,, « Promoting Polyarchy in Latin America : The Oxymoron of 'Market Democracy' », in Eric Hershberg, Fred Rosen, *Latin America After Neoliberalism. Turning the Tide in the 21st Century?*, Nacla, 2006, p. 96-119
- Robinson W.I., 2008, *Latin America and Global Capitalism. A Critical Globalization Perspective*, Johns Hopkins University Press, Baltimore.
- Rosenau J.N. 1997, *Along the Domestic-Foreign Frontier. Exploring governance in a Turbulent World*, Cambridge University Press, 1997
- Rosenau J.N., 1995, *Thinking Theory Thoroughly: Coherent Approaches To an Incoherent World*, Westview Press, 1995
- Rose, R., 1991, "What Is Lesson-Drawing?", *Journal of Public Policy*, 11:3-30
- Rouquié, A. 2011, "L'amérique Latine dans un ordre mondial en mutation", *Mondes émergents*, « Amérique Latine. L'Amérique Latine est bien partie », La Documentation Française, p. 15-27
- Sabourin E. 2007, Les débats de politique agricole et de développement rural dans le Brésil de Lula, in *Lusotopie* n° XIV-2 : 61-85,
- Sabourin, E ; Teixeira O. (Edit) (2002) Planification du développement territorial au Brésil Actes du séminaire, 28-30 septembre 1999, Cirad, Ufpa, Montpellier, Colloques, 116p.
- Sabatier P. A., Jenkins-Smith H.C., *Policy Change and Learning: An Advocacy Coalition Approach*, Westview Press, 1993
- Sachwald F., 1997, « La mondialisation comme facteur d'intégration régionale », N° spécial de Politique Etrangère, N°2, p. 257-276
- Sachwald F., 2002, *Réactions et réponses à la mondialisation. Mondialisation, innovation et inégalités*, Les notes de l'IFRI, n° 48
- Sandström A., Carlsson L., "The Performance of Policy Networks: The Relation between Network Structure and Network Performance", *The Policy Studies Journal*, Vol. 36, No. 4, 2008, pp. 497-524
- Saunier, P.Y., 2004. "Circulations, connexions et espaces transnationaux" *Genèse*:110-126
- Schleyer, C. & Plieninger T. 2011. Obstacles and options for the design and implementation of payment schemes for ecosystem services provided through farm trees in Saxony, Germany *Environmental Conservation* 38 (4): 454-463
- Segovia A., 2006, *Integración real y grupos de poder económico en América central: Implicaciones para la democracia y el desarrollo en la Región*, San José, Costa Rica, Fundación Friedrich Ebert América central, 2006
- Sepúlveda S; Rodríguez A.; Echeverri R.; Portilla M. 2003. El enfoque territorial de desarrollo rural, San José, C.R. : IICA, 180 p.
- Shipan C.R., Volden C., 2008, "The Mechanisms of Policy Diffusion." *American Journal of Political Science* 52:840-857
- Scholte J. A., 2000, *Globalization : A Critical Introduction*, McMillan

- Théry H., 2009, « Les relations bilatérales décentralisées France-Brésil dans leur contexte Europe-Amérique Latine », *Mondes émergents*, « Amérique Latine. La nouvelle donne politique et économique », La Documentation Française, p. 81-104
- Tullo Vigevani T., Haroldo Romanzini H. Jr, 2011, "The Impact of Domestic Politics and International Changes on The Brazilian Perception of Regional Integration", *Latin American Politics and Society*, Vol. 53, n°1, 125-155
- Valderrama M., 2004, "Los procesos de decentralizacion en America Latina y la cooperacion europea », in José Luis Rhi-Sausi, *Desarollo local en America Latina. Logros y desoafios para la cooperacion europea*, Recal-Cespi, 2004 p. 49-62.
- Velut. S. 2007. Mondialisation et développement territorial en Amérique latine Argentine-Chili. HDR de géographie, Université Paris III Sorbonne Nouvelle.
- Velut. S. 2008, Développement et mondialisation dans le Cône Sud : le territoire en débat.in *Bulletin de l' Association de Géographes Français* 85, 3 (2008) 338-350"
- Waltz K., 1979, *Theory of International Politics*, McGraw-Hill
- Wolman H., Page E., 2002. "Policy transfer among local governments: An information-theory approach." *Governance-an International Journal of Policy and Administration* 15:477-501